

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Appel pour la liberté

La conférence d'Helsinki avait fait souffler sur le monde un vent d'espérance: la libre circulation *DES HOMMES ET DES IDEES* allait permettre aux peuples des blocs opposés de se mieux connaître, et ainsi, d'abolir des préjugés, d'effacer des malentendus, de créer un climat de compréhension donc de *PAIX*.

Hélas l'espoir a disparu...

Les dirigeants de l'Union Soviétique, non contents de restreindre la liberté de circulation des hommes et des idées, ont déclaré publiquement à maintes reprises qu'ils refusaient de mettre fin à la lutte idéologique contre les pays non communistes au nom des principes d'Helsinki.

Bien plus, ils exigent maintenant que cette lutte idéologique soit à sens unique:

- liberté pour l'Union Soviétique de soutenir les communistes dans le monde
- interdiction pour les démocrates de manifester leur sympathie aux démocrates russes.

Les dirigeants soviétiques considèrent la lettre du Président américain à Sakharov comme une ingérence dans leurs affaires intérieures... mais, eux-mêmes, reçoivent continuellement à Moscou les chefs des partis communistes occidentaux!

Bien plus, lorsque Brejnev vient en France en visite officielle, il rend ouvertement visite aux chefs du parti communiste français, parti d'opposition, et assiste même à des réunions communistes...

Alors de deux choses l'une.

- ou l'on met fin à la lutte idéologique entre les deux blocs, et les dirigeants soviétiques doivent cesser de recevoir les chefs communistes occidentaux à Moscou, et lors de sa prochaine visite à Paris Brejnev se doit de ne pas rendre visite aux dirigeants du parti communiste...
- ou l'on considère qu'Helsinki ne met pas fin à la lutte idéologique. Alors celle-ci ne doit pas être à *sens unique* et l'on doit considérer comme normal l'appui des dirigeants démocrates occidentaux aux démocrates russes; et lorsqu'un chef d'Etat occidental se rendra à Moscou il devra pouvoir rendre visite à Sakharov ou à d'autres démocrates russes et assister à leurs réunions, en un mot faire à Moscou ce que Brejnev fait à Paris.

LA JUSTICE s'oppose à la politique de deux poids et deux mesures.

A la législation des partis communistes en Occident doit correspondre la législation de partis démocrates en Union Soviétique.

Il y a plus scandaleux encore en Union Soviétique.

La plus *élémentaire des libertés*, avant même la liberté politique, est la liberté religieuse.

Or, le 11 décembre dernier, date anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme, des chrétiens ont défilé silencieusement devant plusieurs ambassades soviétiques, distribuant la liste de centaines de ressortissants soviétiques emprisonnés dans des camps de concentration pour, le plus souvent, avoir imprimé ou distribué «illégalement» la *BIBLE*.

Ainsi en Union Soviétique, en dépit des affirmations de la constitution, la libre distribution de la Bible est considérée comme un crime: la Bible, dont tout l'enseignement peut se résumer en cette phrase: «aimez-vous les un les autres» est qualifiée de subversive!

Il faut que soit mis fin à ce scandale.

Il faut que ces chrétiens soient libérés.

Il faut que la diffusion de la Bible soit libre en Union Soviétique.

Tous sont intéressés par cette question. Si cette liberté *élémentaire* de professer sa religion n'est pas tolérée, aucune autre liberté, *surtout politique*, ne le sera «à fortiori» jamais.

Croyants et non-croyants démocrates doivent faire bloc pour le respect de cette liberté. Une autre liberté, *élémentaire elle aussi*, doit immédiatement être accordée car il n'existe aucune raison plausible de la refuser au nom de la sécurité de l'Etat: c'est la liberté *d'émigration*.

La lutte pour la liberté nous concerne tous.

C'est pourquoi, toute nouvelle conférence d'Helsinki ou de Belgrade serait une misérable imposture si, *préalablement*:

- il n'était pas mis fin à *la lutte idéologique à sens unique*,
- si les croyants emprisonnés pour leur foi n'étaient pas libérés,
- si l'élémentaire liberté religieuse n'était pas assurée notamment par l'autorisation de diffuser librement la Bible,
- si l'élémentaire liberté d'émigration n'était pas immédiatement reconnue sans restriction,
- si par toutes ces mesures il n'était pas prouvé que l'on cherchait, de bonne foi, à s'acheminer vers la libre circulation des hommes et des idées solennellement proclamée par tous à Helsinki.

C'est pourquoi aussi les dirigeants, à quelque titre que ce soit, dans les pays de démocratie, qui ne se joindraient pas à cette lutte pour la liberté de l'homme se feraient les complices de la dictature totalitaire.

Faut-il rappeler que la *LIBERTE* n'a pas de frontière et qu'elle est la condition de la *PAIX*.

PRELIMINAIRES DE LA

Problèmes soviétiques sur les droits de l'homme

Sur la question morale, il n'est pas possible, à la longue, de se taire sans se placer sous un jour défavorable. Il serait donc souhaitable que le gouvernement fédéral, contrairement à ce qu'a fait le gouvernement français, ne tourne pas les épaules au dissident Amalrik et le fasse recevoir par le ministre sans portefeuille Wischnewski. La raison d'Etat invoquée par Giscard d'Estaing perd toute signification

quand il s'agit des droits de l'homme. Personne ne peut rester indifférent quand les opprimés mettent leur vie en jeu.

Mais la défense de la morale ne fait pas partie de la politique. En tentant de transformer la défense de la morale en politique d'actualité, les pays démocratiques se trouvent devant un dilemme entre leurs propres intérêts et les principes qu'ils croient devoir défendre. Dans les pays occidentaux, non seulement on arrive souvent à cette dissension entre les intérêts et les principes, mais il manque également le pouvoir



ACADÉMIE EUROPÉENNE DE SCIENCES POLITIQUES

RUE DU LOMBARD 68 BTE 13 - B 1000 BRUXELLES - ☎ 02/511 57 44 ET 02/511 62 52

A l'occasion de la conférence d'Helsinki, l'Académie Européenne de Sciences Politiques a lancé en 1973 un "*Appel pour une vraie Sécurité Européenne*" qui a été signé par des centaines de personnalités de premier plan, ministres, anciens ministres, parlementaires, hommes politiques, maires et bourgmestres, dirigeants d'associations influentes, notables, etc.... appartenant au plus large éventail d'horizons politiques.

Cet appel était lancé en faveur d'une prise de position commune de tous les pays d'Europe représentés à la Conférence Européenne de Sécurité et de Coopération pour la libre circulation des Hommes et des Idées sans laquelle une véritable détente ne peut se concevoir.

La résonance de cet appel a pris de telles proportions dans l'opinion publique qu'aujourd'hui encore, après quatre années, pas un jour ne se passe sans qu'au moins un organe d'information dans le monde ne se réfère à la "*Libre Circulation des Hommes et des Idées*" dénominateur commun d'une amitié sans frontières.

A l'occasion de la prochaine conférence de Belgrade, nous devons éviter que l'esprit d'Helsinki ne soit faussé et nous devons mettre chaque gouvernement participant devant ses responsabilités.

C'est la raison de ce nouvel "*APPEL POUR LA LIBERTE*", pour lequel nous serions flattés de recevoir votre agrément en nous renvoyant le formulaire de votre acceptation.

Avec nos compliments dévoués les plus courtoisement choisis, nous vous remercions très chaleureusement pour ce geste d'Humanisme Européen.

13 mai 1977

Florimond Damman

Florimond DAMMAN,
Secrétaire Perpétuel de l'Académie
Européenne de Sciences Politiques.

CONFERENCE DE BELGRADE

pour imposer partout leurs idées. Comme le dit Willy Brandt, la *passion* nous impose de démontrer ouvertement des sympathies pour ceux qui font des sacrifices personnels pour défendre des valeurs qui sont aussi les nôtres; et même plus, elle nous impose de les aider de toutes nos forces. Mais c'est justement là la limite entre une politique possible et l'illusion.

Aucun gouvernement occidental ne doit éveiller le faux espoir d'aides extérieures pour les dissidents, aucun gouvernement occidental ne peut mettre Moscou sous pression au point

que les gouvernants communistes se voient contraints de répondre par un programme d'une plus grande sévérité à l'égard des dissidents. Ni Carter, ni Schmidt ne peuvent se permettre de dépasser la limite au-delà de laquelle Brejnev se verrait contraint de choisir entre la détente, qu'il désire, et le contrôle dans sa zone de pouvoir. Il semble que cette fois, l'Occident se soit approché de cette limite. Dans ce contexte, la République fédérale a, sans aucun doute possible, moins de poids que les Américains.

(*Süddeutsche Zeitung*, 4 mars 1977)

ELECTIONS EUROPEENNES DE 1978

«PARLEMENT EUROPEEN ET PARLEMENTS NATIONAUX»

Sur l'initiative de la Section italienne de l'Union Paneuropéenne et de la Fondation Européenne Dragan, il s'est tenu le 21 mars 1977 à Rome, au siège de cette dernière, au palais de Roccagiovine au Forum de Trajan, une table ronde sur le thème «Parlement Européen et Parlements Nationaux».

La présidence était assurée par le député Luigi Rossi de Montelera et le directeur des débats était le sénateur Paolo Barbi. Des exposés ont été présentés sur ce thème par le Dr Costantino Dragan, le Sén. Giuseppe Bartolomei, le Dr Francesco Costantino et M. Ferdinando Storchi.

M. Rossi de Montelera a mis l'accent sur la grande actualité du problème qui concerne non seulement ceux qui ont une vision internationale de la politique, mais pratiquement tous les Italiens.

Les élections de 1978 et les rapports qui s'ouvriront par la suite entre le Parlement européen et les Parlements nationaux pourront représenter l'occasion pour l'Italie de sortir d'un certain provincialisme politique et social pour s'insérer dans la réalité nouvelle d'un but européen dont les horizons sont tellement vastes que nous serons inéluctablement guéris de la myopie qui semble affliger notre représentation politique et sociale.

Il s'agit là, a conclu le député Rossi de Montelera, d'une occasion que nous pouvons saisir, mais égale-

ment perdre; auquel cas l'Italie resterait un pays isolé, détaché d'une réalité européenne qui, avec ou sans nous, poursuivrait son essor et son chemin.

Parlant au nom de l'Union Paneuropéenne, dont il est vice-président international, le Dr Dragan a examiné le problème de la position des élections européennes vis-à-vis de la Constitution des nations participantes, problème soulevé par le ministre français Triboulet et heureusement déjà résolu, pour la France, par la Cour Constitutionnelle avec un verdict favorable, même s'il est limité par l'avertissement que tout devra se dérouler «dans le cadre et dans les limites du Traité de Rome».

Le Dr Dragan a ensuite soutenu la nécessité que le nouveau Parlement européen représente quelque chose de nouveau vis-à-vis des Parlements nationaux et que les lois spéciales en cours d'élaboration devraient, par exemple, élargir aux parlementaires nationaux l'incompatibilité de faire partie également du Parlement européen, incompatibilité déjà établie pour les ministres en charge par l'accord de Rome du 20 septembre 1976.

Tenant compte de l'importance de la dernière partie de l'exposé, nous le reproduisons in extenso:

«Comment seront choisis ces candidats? Par les partis? ou alors ils se présenteront tout seuls? Il existe une catégorie d'européistes dont nous devons tenir compte, car depuis des années ils ont con-

centré toute leur attention sur cette question. Ils pourraient donc être utiles en jeu, selon l'opinion du Paneuropa.

Enfin, nous pourrions discuter sur *les rapports qu'il serait possible d'instaurer* demain entre les neuf Parlements nationaux et le Parlement de l'Europe.

Mais de quelle Europe? C'est là que surgit le problème. Peut-on vraiment parler de l'Europe? Il n'y a qu'une seule Europe. Une Europe qui, aujourd'hui, est divisée et précisément: nous avons *l'Europe des pays de la Communauté*, pour laquelle nous élirons des députés. Nous avons une autre *Europe des pays non membres*. Que feront-ils? Nous les écartons? Devons-nous les oublier? Le Paneuropa a exprimé ici une autre opinion: que l'on procède en même temps, dans ces pays non membres à des élections non pas de parlementaires à proprement parler, mais de *députés-observateurs*. Donc déjà un pas de rapprochement, car d'autres pays en ont déjà fait la demande et attendent aux portes de cette Communauté européenne.

Et non des moins importants, *l'Europe des pays socialistes*; non parce que leurs populations le désirent, mais par obligation. Les premières victimes de cet impérialisme russe qui se manifeste d'une façon aussi évidente. L'Europe socialiste ne doit pas être absente. Pourra-t-elle participer, cependant, à la même Europe que celle pour laquelle nous travaillons? Et bien,

Messieurs, je voudrais vous dire que nous sommes habitués à ne pas prendre en considération les pays socialistes et même à les appeler *satellites*, car ils ont ou devraient avoir à leur tête l'U. R. S. S. Il faut, cependant, faire une distinction. Une distinction parce que l'U. R. S. S. poursuit son impérialisme (et ici, dans le « Bulletin Européen », nous vous avons facilité la lecture du testament de Pierre le Grand que la Russie d'aujourd'hui suit à la lettre). Une Russie qui est forte militairement mais qui, politiquement, peut même être faible, car si quelque chose devait bouger - et l'écrivain Amalrik le prévoit - il y aurait un soulèvement général. *Les Etats socialistes sont avec l'Europe*, comme peut le constater celui qui les fréquente, les visite. On se rend facilement compte qu'ils sont pour l'Europe et non pour la Russie et ils ne se sentent pas isolés. La véritable Europe, celle que nous sommes habitués à appeler occidentale, finit au Dniestr, qui est la frontière non seulement de la Roumanie, mais de toute la véritable Europe. A cela on doit

rappeler que des pays comme la Yougoslavie et la Roumanie aspirent depuis longtemps à la liberté internationale, abhorrent les blocs et se trouvent donc dans une position très nette contre la Russie. La dernière idée émise par le Paneuropa est d'accepter d'éventuels délégués de ces pays comme observateurs. Ce serait un autre pas en avant, à un moment dont la portée sera historique.

Avec ce credo, je pense avoir mis du pain sur la planche pour pouvoir discuter et arriver rapidement à cet idéal qu'est l'*Union Politique*, d'une Europe qui ne peut, comme premier pas, être que confédérale. Puis l'on verra.

M. Bartolomei a souligné la nécessité qu'un grand événement politique comme la constitution du premier Parlement européen soit soutenu par l'apport d'une large participation de l'opinion publique et que des réunions et des débats comme celui en cours ont donc surtout le mérite de divulguer et de rendre populaires des problèmes qui n'intéressent jusqu'à présent, qu'un cercle trop étroit de personnes.

Passant à l'examen du rapport qui devra exister entre le prochain Parlement européen et chaque Parlement national, le Sénateur Bartolomei a relevé qu'il s'agit d'un problème politique avant d'être juridique et technique.

C'est-à-dire qu'il convient d'établir si l'on désire créer des organismes européens qui soient une sorte de consortium, presque une chambre de médiation et de compensation des différents intérêts nationaux et sectoriels qui conservent pleinement leur individualité et, par suite, leurs égoïsmes, ou si ces nouveaux organismes doivent être conçus comme des instruments de synthèse des problèmes du continent, comme le cerveau et le moteur d'une politique et d'une stratégie européenne qui fasse des Européens une société commune avec des nécessités, des solutions et des finalités communes et qui crée réellement cette nouvelle Europe, élément de force et de base pour la coexistence pacifique et le développement de la civilisation étendue aux peuples du monde entier.



REFLEXIONS AUTOUR D'UNE TABLE RONDE



QUELQUES SECONDES A PEINE POUR LA DESTRUCTION,
DES ANNEES INTERMINABLES POUR LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE

SENATEUR GIUSEPPE BRUSASCA

Au cours d'une récente Table Ronde qui s'est déroulée à Rome au siège de la Fondation Européenne Dragan - que cette dernière avait organisée avec l'Union Paneuropéenne Italienne - et dont le thème était «Parlement Européen et Parlements Nationaux», le Dr Costantino Dragan, en sa qualité de promoteur de la Table Ronde, a fait une introduction de caractère général qui a été suivie avec une attention particulière par les futurs orateurs et le public. Ayant une profonde connaissance des problèmes de toute l'Europe, le Dr Dragan a affirmé qu'il était nécessaire de ne jamais oublier, quand on parle de l'Europe, la réalité des trois Europes actuelles: celle des Neuf, celle des pays à régime socialiste et celle des autres Etats ne faisant partie d'aucun des deux groupes.

Ceux qui s'occupent de l'Europe et la partie de l'opinion publique, malheureusement encore très réduite, qui les suit, entendent généralement par Europe celle des Neuf, c'est-à-dire Allemagne fédérale, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Luxem-

bourg et Pays-Bas; c'est d'ailleurs celle qui intéresse le plus les gouvernants et les peuples de ces Etats qui constituent le noyau fondamental de l'unité européenne.

Il ne faut pas oublier, cependant, que dans l'évolution et les oppositions des continents, l'Europe ne pourra avoir la plénitude politique de sa position géographique que si, entre les Etats de sa géographie, il y aura des rapports globaux de sécurité et de collaboration pour le progrès et pour le bien-être de tous les Européens, quel que puisse être leur régime politique respectif.

Je partage pleinement la pensée de Constantino Dragan qui peut sembler une utopie à ceux qui ignorent ou négligent les conditions de fond, dans lesquelles vit aujourd'hui l'Europe.

On s'occupe, à juste titre, de tant de choses importantes comme le travail, l'alimentation, les échanges et ainsi de suite, mais on ne tient pas compte, par contre, du fait que si nous rencontrons des difficultés extrêmement grandes et interminables pour construire la partielle Communauté des

Neuf, en quelques secondes, avec les armes modernes, sous la menace desquelles nous vivons, avec des dangers croissants, l'Europe pourrait être totalement détruite. Une terrifiante émission télévisée en a donné la preuve ces jours-ci.

Cette perspective terrible n'est pas de la science-fiction: c'est la déduction irrefragable que l'on doit tirer des armes qui continuent à échapper aux tentatives de limitation et des travaux de défense et de sécurité que les U.S.A. et l'U.R.S.S. sont en train de préparer pour leurs populations respectives.

Il est vrai que l'arme la plus terrible contre la paix dans le monde est la faim et qui la sera, malheureusement, qui sait pour combien de temps encore.

Il s'agit, cependant, d'un danger qui, malheureusement pour les pauvres qui le souffrent, ne peut pas exploser avec l'instantanéité catastrophique des armes atomiques, qui augmente rapidement et retire des moyens toujours plus importants pour la lutte contre la misère humaine.

G.B.

LA PARTICIPATION DU CITOYEN A LA PLANIFICATION DE SON ENVIRONNEMENT



Conclusions du Symposium du Conseil de l'Europe
Venise, du 8 au 10 mars 1977

Communiqué final

Tout projet de mise en place concernant directement le cadre de vie des citoyens doit faire l'objet d'un accord entre le plus grand nombre possible de citoyens intéressés et les représentants des autorités locales et les experts». Telle est la conclusion du Symposium du Conseil de l'Europe sur la participation du citoyen à la planification de son environnement, qui s'est déroulé à Venise du 8 au 10 mars et qui marque un nouveau départ de la démocratie de base en Europe.

Ce Symposium, qui a réuni environ 200 députés, autorités locales et régionales, administrateurs, urbanistes et experts, a été organisé par le Conseil de l'Europe en collaboration avec l'Unesco et la Fondation Cini de Venise.

Après avoir examiné une série d'expériences de participation effectuées dans différents pays européens et, en particulier, à Venise, le Symposium a formulé des principes directionnels relatifs à une politique générale de participation et de méthodologie à appliquer aux actions futures.

Il a préconisé, entre autres, de fonder les actions de participation sur:

- un dialogue entre les autorités locales, les administrations, les experts et les populations, tous dûment informés du contenu et des résultats des projets;
- la possibilité d'exprimer des opinions et des désirs divers et de proposer des contre-projets;
- une forme de collaboration effective entre le public et les organes de planification et de décision.

Dans la pratique, ce processus doit commencer par l'information et la sensibilisation de tous les intéressés - autorités, administrateurs et utilisateurs - et doit tendre, ensuite, à l'expression et à la confrontation des opinions pour arriver à des solutions qui soient acceptées par la majorité des populations intéressées.

Les municipalités devront créer un climat de participation qui permette au citoyen, jouissant d'une possibilité réelle d'influencer les décisions, de se sentir vraiment motivé.

Pour garantir l'information réciproque des intéressés, il est préconisé d'employer les moyens les plus variés tels que les expositions, les équipements audiovisuels, les prospectus, les affiches et les réunions publiques. Il serait possible, également, de développer encore plus dans ce but l'emploi de la radio, de la télévision, de la télévision par câble et par vidéo. En outre, le Symposium a souligné la nécessité d'utiliser un langage compréhensible à tous les groupes sociaux et d'observer le maximum d'honnêteté dans la recherche et dans la communication des informations.

Les conclusions seront, en un premier temps, examinées par les organismes parlementaires et culturels et par les responsables des organismes locaux auprès du Conseil de l'Europe; elles seront ensuite présentées à la Conférence des ministres responsables des pouvoirs locaux de l'Europe qui aura lieu à Stockholm en 1978. Cette conférence devra adopter les lignes directrices pour une politique de la participation effective des citoyens dans les villes et les villages de toute l'Europe.

Entre-temps, le Symposium a invité les autorités locales à poursuivre le processus de participation déjà commencé en s'inspirant des principes formulés à Venise.

Le texte des conclusions du Symposium de Venise peut être obtenu, en français et en anglais, sur demande au Service de Presse du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

OUVERTE A LA SIGNATURE

La Convention européenne pour la répression du terrorisme

La Convention européenne pour la répression du terrorisme a été ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe le 27 janvier 1977, à Strasbourg, à l'occasion de la 59^e session du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

L'élaboration de cette Convention a été entreprise en raison de l'inquiétude croissante causée par la multiplication des actes de terrorisme. Son objet principal est d'intensifier la coopération entre les Etats membres du Conseil de l'Europe pour que les auteurs de tels actes n'échappent pas à la poursuite et au châtement; l'extradition a été jugée comme un moyen particulièrement efficace pour parvenir à ce résultat.

A cet effet, la Convention vise à permettre l'extradition d'auteurs d'infractions d'une particulière gravité habituellement commises par des terroristes telles que détournement d'avions ou tout acte de nature à compromettre la sécurité de l'aviation civile, l'enlèvement, la prise d'otages, la séquestration arbitraire, ainsi que l'utilisation de bombes, grenades, fusées, armes à feu, lettres ou colis piégés, présentant un danger pour des personnes, de même que tout acte grave de violence dirigé contre la vie, l'intégrité corporelle ou la liberté des personnes.

Cette Convention ne pourra s'appliquer qu'entre les Etats membres du Conseil de l'Europe, c'est-à-dire entre des Etats qui ont contracté des engagements très étendus et très précis dans le domaine de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales; c'est dans le prolongement de ces engagements qu'il est prévu expressément que rien dans la Convention ne devrait être interprété comme obligeant un Etat à extraditer une personne qui risquerait de ce fait d'être poursuivie ou punie pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinions politi-

ques seulement.

La Convention a été signée par les plénipotentiaires de 17 Etats membres du Conseil de l'Europe.

L'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire

Un accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire a été ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe, aujourd'hui 27 janvier 1977 à Strasbourg, à l'occasion de la 59^e session du Comité des Ministres.

Cet accord constitue une nouvelle étape dans l'élimination des obstacles économiques entravant l'accès à la justice et vise à permettre à des personnes économiquement défavorisées de mieux faire valoir leurs droits dans les Etats membres.

Pour ce faire, l'accord prévoit au bénéfice des personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire d'un Etat ayant signé l'accord la possibilité de demander l'assistance judiciaire en matière civile, commerciale ou administrative sur le territoire d'un autre Etat partie à l'accord; l'accord précise la procédure à suivre et permet notamment à la personne concernée de présenter sa demande par l'intermédiaire de l'Etat où il a sa résidence habituelle.

Cet accord a été signé sous réserve de ratification ou d'acceptation par les Plénipotentiaires de 8 Etats membres du Conseil de l'Europe: Belgique, France, Grèce, Luxembourg, Norvège, Royaume-Uni, Suède, Turquie.

PRIX DE L'EUROPE 1977 POUR AVIGNON

Le Prix de l'Europe 1977 vient d'être attribué à la Ville d'Avignon.

Créé en 1955, ce Prix est décerné une fois par an à une ou plusieurs communes qui ont fait des efforts particuliers en faveur de l'unité européenne. Le Prix consiste en un trophée, un diplôme sur parchemin et une somme d'argent destinée à financer les rencontres entre jeunes.

La Commission de l'aménagement du territoire et des pouvoirs locaux de l'Assemblée parlementaire des 19 du Conseil de l'Europe a remis, en outre, le Drapeau Européen, en reconnaissance de leurs efforts en faveur de l'Europe, aux villes et communes suivantes:

Autriche: Admont - *Belgique:* Uccle - *République fédérale d'Allemagne:* Bamberg, Einbeck, Ettlingen, Fulda, Lampertheim, Linden, Mülheim (Ruhr), Wertheim (Main) - *France:* Albertville, Epinal, Rambouillet, Sceaux - *Italie:* Bologne, Cassino, Mango (Cuneo) - *Pays-Bas:* Delfzijl - *Suisse:* Lucerne - *Royaume-Uni:* Dartford, Havant (Borough), Leicestershire.

Les exécuteurs Testamentaires de Pierre le Grand

par ROBERTO CESTELLI



SPECIAL B.E.

La stratégie de l'U.R.S.S.

Si l'on examine les données que nous avons reportées dans notre article précédent et qui comparent les forces et les armements dont disposent en Europe l'Otan et les nations du Pacte de Varsovie, il est évident que l'Occident, numériquement nettement inférieur, ne pourra jamais attaquer, sous peine de suicide, le bloc oriental.

D'autre part, comme un affrontement entre les deux blocs dans les limites d'une guerre utilisant les moyens conventionnels est impensable, l'emploi d'engins nucléaires transformerait en suicide également l'attaque des forces de l'Est, et non pas seulement pour ceux qui appartiennent aux forces armées.

Il existe donc, actuellement en Europe, une situation éteinte et le coût exorbitant des armements devrait convaincre les deux blocs opposés à entamer sérieusement un colloque pour une diminution graduelle, simultanée et loyale de leur appareil militaire qui est pratiquement inutile car il ne peut pas être utilisé à des fins agressives par l'Est et, par suite, par l'Ouest également, même si ce dernier n'a pas de telles intentions comme le démontre, justement, l'entité des moyens et des forces qu'il déploie.

La campagne de paix continuelle, mesongère et verbeuse menée par l'U.R.S.S. pour désorienter l'opinion publique mondiale et amener ainsi la vigilance des démocraties occidentales à se relâcher, au point de diminuer leur défense commune au-dessous du niveau de sécurité, est démasquée à la table des conférences SALT pour le désarmement qui se poursuivent à Vienne depuis cinq ans et où la mauvaise foi des propositions soviétiques est naturellement découverte par les experts occidentaux appelés à les examiner. Par conséquent, après tant de rencontres et de tractations ardues, il n'a pas encore été possible d'effectuer de progrès nettement concrets sur la voie de la limitation des armements.

La vieille stratégie stalinienne

Staline, le dur, le dictateur sanguinaire, ne connaissait que la stratégie de la force.

Après avoir soumis à l'U.R.S.S. toute l'Europe orientale, appliquant en cela à la lettre le premier point du testament de Pierre le Grand, il maintint l'armée russe en pleine efficacité afin qu'elle soit prête à se déchaîner pour partir à la conquête des autres nations européennes.

Retenu uniquement par l'armement nucléaire écrasant des U.S.A. à cette époque-là, il n'hésita pas à déchaîner la guerre froide avec le blocus de Berlin.

Mais ayant constaté l'inutilité du blocus en face du gigantesque pont aérien allié, il se décida à y mettre fin le 9 mai 1949; un an plus tard, à peine, il alluma, cependant, un incendie en Orient et

provoqua, ainsi, une guerre dans la lointaine Corée.

Dans le communisme utilisé comme système pour imposer des gouvernements locaux asservis à l'U.R.S.S. ou comme système d'infiltration au sein des nations occidentales pour y créer des partis philo-soviétiques dont le but était de s'emparer du pouvoir, Staline imposa une langue tellement dure et si ouvertement soumise à Moscou que les partis communistes français et italien furent exclus des gouvernements respectifs (mai 1947); ceci entraîna, la crise hystérique du mac-carthysme et, quelques mois à peine après sa mort, une révolte ouvrière en Allemagne orientale.

Khrouchtchev: de la coexistence pacifique...

Après la mort de Staline, le monde entier, à commencer par les sujets de l'U.R.S.S. et des pays asservis, poussèrent un soupir de soulagement.

Khrouchtchev, le nouveau dictateur du Kremlin, déclara que la coexistence pacifique entre le communisme et le capitalisme était possible.

Avec un geste dicté par son astuce de paysan, grossière mais subtile, l'U.R.S.S. avança, le 31 mars 1954, la demande absurde d'adhésion de l'U.R.S.S. à l'Otan.

Cette demande fut naturellement rejetée.

Lancé dans un plan ambitieux de développement industriel, conçu dans son rôle d'exécuteur testamentaire du défunt tsar, Khrouchtchev annonça au monde entier que l'U.R.S.S. aurait dépassé les Etats-Unis en l'espace de dix ans. Absorbé par cet engagement, il mit fin à la guerre froide; en janvier 1955, il se décida à déclarer la fin de l'état de guerre entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne et l'année suivante, en février, il entreprit la déstalinisation. En avril de cette même année, il déclara dissous le Kominform, la centrale révolutionnaire exportatrice du communisme qui avait remplacé, au cours du second après-guerre, le vieux Komintern.

... aux missiles à Cuba

Mais cette même année, déjà, la main du Kremlin redevint lourde en Europe.

En juin 1956, la révolte des ouvriers polonais de Poznan fut étouffée dans le sang et, au moins d'août suivant, le monde assista, effrayé et ému, au drame hongrois.

En octobre 1957, l'opinion publique mondiale fut secouée par la nouvelle sensationnelle que l'U.R.S.S. avait gagné la compétition spatiale avec les U.S.A. La Terre avait un compagnon de voyage dans son orbite autour du Soleil. Son nom était russe: «Spoutnik». En tournant autour de la planète, son «bip-bip» accrût, de façon démesurée, l'orgueil soviétique et épouvanta les Américains au point de supprimer totalement l'antagonisme qui sévissait entre leur marine et leur aviation, antagonisme qui avait été la cause première du retard du programme spatial d'outre-océan.

Les U.S.A. relevèrent le défi soviétique et en moins de dix ans ils prirent une revanche retentissante en étant les premiers à envoyer un homme fouler le sol de la Lune. Et jusqu'à présent, aucune trace de pas d'hommes d'une autre nation n'est venue recouvrir celles de leurs astronautes.

M. Khrouchtchev crut, évidemment, avoir rejoint le niveau de puissance qu'il s'était fixé et, malgré quelques-unes de ses rencontres avec le président Kennedy, la politique de l'U.R.S.S. fut de nouveau manœuvrée avec la manière forte.

L'incident bien connu de l'U.2, l'avion-espion stratosphérique américain, en marqua le début. Les Soviétiques le contraignirent à atterrir en l'endommageant avec un missile téléguidé alors qu'il survolait l'U.R.S.S. à 20 000 m d'altitude.

En 1961, Berlin fut divisée en deux par le mur de la honte et le rideau de fer redevint une séparation entre l'Est et l'Ouest.

En octobre 1962, Khrouchtchev envoya, avec arrogance, les missiles soviétiques que le forcené Fidel Castro lui a proposé de pointer de Cuba sur le territoire des U.S.A.

L'attitude décidée prise, à cette occasion, par Kennedy fut une surprise pour le Kremlin.

Les bateaux soviétiques s'arrêtèrent, avec leur chargement mortel, au large de Cuba; entre eux et la côte s'était déployée la flotte U.S.A.

Jamais, comme à ce moment, le monde ne fut aussi proche de voir se lever l'aube nucléaire tragique de la Troisième Guerre mondiale.

Moscou le pressentit et en comprit également tout le danger.

Ses navires reçurent l'ordre d'intervir leur route.

Au mois de juin de l'année suivante, fut installée entre le Kremlin et la Maison Blanche la «ligne des téléphones rouges» pour permettre des communications directes immédiates entre les deux plus hautes autorités des blocs opposés: la guerre pouvait éclater, également, à la suite d'une erreur; et il fallait que cela soit évité.

Le monde poussa un soupir de soulagement, mais, depuis lors, l'Europe joua un rôle de Cendrillon dans la politique mondiale.

La Troïka au pouvoir

Après la disparition de Khrouchtchev, le pouvoir fut assumé par les personnages les plus importants du P.C.U.S., mais bien rapidement, il apparut évident que Leonid Brejnev n'était pas seulement le cheval de tête de la Troïka qui tirait l'U.R.S.S. (comme fut surnommée cette triarchie), mais bien celui qui tenait les rênes.

L'époque de Staline, le Géorgien cruel qui s'informait du nombre de divisions dont disposait le Pape pour en évaluer son poids dans la politique mondiale, et du paysan compagnon Khrouchtchev, qui imposait le silence au Palais de verre de l'O.N.U. en retirant sa chaussure et en la tapant sur son banc, était désormais finie.

M. Brejnev appartient à une race bien différente: c'est un technocrate de la politique. Sous sa conduite, le plan de Pierre le Grand, revu, mis à jour et affiné, a repris à être appliqué avec un art subtil certes, mais toujours extrêmement cruel. Le but final reste inchangé: la conquête de l'Europe et du monde; et dans la nouvelle stratégie élaborée par le Kremlin, quelques-uns des pas intermédiaires du plan tracé par le Tsar, il y a deux cent cinquante ans de cela, sont encore entièrement actuels.

La fidélité des exécuteurs

Le parallélisme existant entre le plan de conquête de Pierre le Grand et l'action du Kremlin, met en évidence le fait que la Russie soviétique poursuit pleinement les fins impérialistes de ce grand Tsar.

Examinons-en les points les plus marquants.

Du mysticisme orthodoxe au matérialisme marxiste

Pierre le Grand indiquait, au 12^o paragraphe de son testament, la nécessité de constituer une sorte de suprématie et d'autorité sacerdotale et spirituelle du peuple russe. Il recommandait, pour ce faire, de réunir et de concentrer les Eglises grecques divisées ou schismatiques dans l'Eglise orthodoxe.

L'influence de l'Eglise fut en réalité adoptée par les tsars ses successeurs plus comme un instrument de soumission du peuple russe que comme instrument de conquête. A sa place ils utilisèrent, par contre, la formule du panslavisme et brandirent le drapeau de la Sainte Mère Russie pour attirer tous les peuples slaves.

Le marxisme, athée et matérialiste, met également au ban, dans sa rébellion à toute domination sur l'homme, la religion qui est définie «l'opium du peuple».

La Révolution d'Octobre, en effaçant de l'empire russe toute trace de l'organisation tsariste, entraîna également l'Eglise orthodoxe et les autres confessions à qui s'était adressée jusqu'alors la foi des nombreuses et diverses populations qui composent la mosaïque ethnique de cet immense pays.

Les autels devinrent vides, mais pour peu de temps. la foi des hommes a toujours besoin d'un symbole en qui croire et les gouvernants ont toujours besoin de pouvoir demander, au nom d'un idéal, une obéissance absolue et des sacrifices toujours plus grands.

La nouvelle croisade

C'est ainsi qu'il advint que le marxisme, après avoir détruit les religions, devint lui-même une religion; sa devise «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!» devint le cri d'une croisade; son symbole, la faucille et le marteau, fut dressé, comme idéal, sur les autels déserts et assumait la force d'un ralliement de la Croisade.

Les héritiers de Pierre le Grand avaient trouvé une autre forme d'autorité spirituelle et de suprématie sacerdotale pour dominer le peuple russe et, pour reprendre les paroles mêmes du tsar en personne, pour «se créer de nombreux amis chez chacun de leurs ennemis».

Le Komintern avant et le Kominform après la Seconde Guerre mondiale ont été de formidables instruments de propagande du marxisme-léninisme, la nouvelle religion soviétique, surtout chez les peuples européens, où les erreurs du capitalisme leur ont permis de trouver de nombreux

adeptes prêts, sur un signal de Moscou, à provoquer une révolution pour s'emparer du pouvoir.

L'art souple et subtile de la nouvelle technocratie politique du Kremlin est allé bien plus au-delà encore. Pour améliorer la pénétration des tentacules de sa nouvelle religion matérialiste, elle a engendré un enfant qui n'est illégitime qu'en apparence: l'Eurocommunisme, à qui elle a permis, tout au moins, en paroles, une apparence de différenciation, en réalité très limitée, comme la déclaration de rejet de son premier dogme: la renonciation à la dictature du prolétariat.

L'Eurocommunisme est-il un schisme?

Personne d'entre nous n'est en mesure de juger ce qu'il y a de vrai dans l'autonomie de l'Eurocommunisme vis-à-vis de Moscou.

Les déclarations de M. Marchais, du marquis Berlinguer et du Senor Carillo ont un aspect de sincérité, mais l'absence d'un détachement réel de Moscou, d'une prise de position indépendante à l'égard du P.C.U.S., d'une critique sincère du mépris soviétique à l'égard des Droits de l'Homme, la non-réalisation de la démocratisation de l'appareil de leurs partis qui restent encore, aux sommets, des conventicules fermés comme des ordres monacaux, nous rend logiquement soupçonneux, d'autant plus que Moscou n'a pas encore lancé contre eux d'Anathèmes ou d'Excommunications, ce qu'il ne manquerait pas de faire si l'indépendance des Partis communistes occidentaux vis-à-vis de l'influence soviétique était effective et si l'aspect humain qu'ils déclarent maintes fois vouloir faire prendre à leur socialisme était réel. Dans ce cas, en effet, le Kremlin devrait s'attendre, à juste titre, à ce que le germe du Schisme eurocommuniste infecte, en peu de temps, les Etats satellites de l'Europe orientale et provoque des soulèvements bien plus graves que celui de la mort du Printemps de Prague; germe qui s'infiltre déjà jusque dans l'Union soviétique elle-même, où la contestation qui y bourgeoine offrirait un terrain favorable à son développement sur le territoire même de la Mère du Socialisme.

Non, il n'est vraiment pas possible de croire que des politiciens aussi subtiles que ceux du Kremlin laissent pousser l'arbre auquel ils finiraient par être pendus.

Si ce dernier devait prendre effectivement ses propres racines, ils l'auraient déjà arraché. Notre doute est donc légitime et pour nous convaincre du contraire, comme nous le désirons tous, le compagnon Marchais, le marquis Berlinguer et le Senor Carillo devrait nous offrir des faits concrets et non pas seulement des paroles, comme ils l'ont fait jusqu'à présent.

Notre lecteur qui n'aurait pas l'intention de dormir cette nuit pourrait se poser les questions suivantes:

- «Si le Kremlin donnait, demain, l'ordre aux forces du Pacte de Varsovie d'attaquer l'Occident et d'occuper les pays de l'Europe libre, comment se comporteraient les organisations des partis communistes?»

La question est méchante, nous nous en rendons compte. Pour permettre, alors, à ce lecteur de sourire à nouveau et de s'endormir, nous lui suggérons, comme suite à la première question de s'en poser une seconde:

- «Si les pays de l'Europe occidentale étaient occupés par les armées de l'Est et que dans chacun d'eux devait s'installer un gouvernement communistes soumis aux ordres de Moscou, qu'advierait-il de M. Soares, de M. Mitterand, de M. Craxi, de M. De Martino et de tous les principaux personnages des partis socialistes de l'Europe occidentale qui, étant incapables d'avoir une autonomie propre et d'élaborer un programme personnel, se sont toujours battus avec une vigueur extrême pour que les communistes arrivent au pouvoir?»

Les menchéviks, les socialistes russes qui soutinrent les communistes lors de la Révolution d'Octobre, furent les premiers à être éliminés.

A une époque bien plus récente, au Portugal, une nette minorité communiste tenta de renverser un gouvernement socialiste disposant d'une large majorité; mais c'est là de l'histoire récente, connue de tous. Il est inutile de la rapporter.

RC.

Dans le prochain numéro:

LES EXECUTEURS TESTAMENTAIRES DE PIERRE LE GRAND

L'article 5 du Pacte de l'Atlantique-Nord et l'encerclement de l'Otan.

VINGT ANS DE MARCHE COMMUN

par P. V. VANDOROS

Le 25 mars 1957 fut signé au Quirinal de Rome, le traité instituant la Communauté européenne.

L'histoire de la Communauté, au cours de ces deux décennies, présente deux moments importants: avant et après son élargissement de six à neuf membres, en 1972.

La première période profite de l'essor extraordinaire des années 1960, sur le plan économique. Mais la «Dominante française» du général de Gaulle, son refus d'admettre la Grande-Bretagne au sein de la Communauté, les doutes des Etats-Unis lors de la présidence de Georges Pompidou alors qu'ils commençaient à se fier de ce nouveau rival en puissance et la crise du pétrole en 1973, et surtout l'absence de volonté politique d'y remédier par un effort concerté sont autant d'obstacles pendant ces périodes historiques.

André Naef a entièrement raison quand il affirme: «Aujourd'hui il est tentant de peindre le tableau en noir car la Communauté des Neuf donne souvent l'impression d'un bateau ivre, dont la ma-

chinerie serait de plus en plus grippée. L'écart grandissant entre le nord et le sud du continent a exacerbé les égoïsmes nationaux et la tentation du *chacun pour soi*. La France est plongée dans une éternelle compétition électorale; la Grande-Bretagne semble toujours tiraillée entre la nostalgie de son passé impérial et l'attrait de l'aventure européenne; l'Italie est au bord de la banqueroute; l'Allemagne hésite à jouer le rôle de *locomotive* ou de *vache à lait*. Quant aux petits pays, comme la Belgique ou les Pays-Bas, ils ont des idées, mais pas de poids suffisant pour les imposer».

Les nuages ne se sont pas dispersés, lors de la fête de l'anniversaire. Deux Premiers ministres viennent de démissionner: MM. Léo Tindemans (Belgique) et Joop Den Uyl (Pays-Bas); deux autres se trouvent dans une situation plus que délicate: James Callaghan (Grande-Bretagne) et Giulio Andreotti (Italie). Quant à Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, le premier après les élections municipales, le second après «ses mu-

nicipales» de la Hesse, ont eu quelques inquiétudes.

Il est certain que ces difficultés, que nous pouvons considérer comme techniques, n'ont pas une si grande importance comparée au manque d'idéal. Tous les partenaires participent dans le cadre de «leurs dossiers» et non dans celui de leurs convictions.

Il manque la culture européenne qui pourra faire naître l'idéal.

C'est la raison pour laquelle la Fondation Européenne Dragan travaille depuis des années pour promouvoir l'idée d'un Traité Culturel Européen qui unifierait les points de vue et surtout les consciences.

La banalité du communiqué élaboré le samedi 26 mars 1977 au palais Barberini démontre, une fois encore, que pour promouvoir une reprise économique durable, il est nécessaire de croire que «l'espace des Neuf» représente des intérêts et des idéaux communs.

Mais pour croire, on doit savoir. Et pour savoir une chose commune, on doit être préparé par une culture commune.

VINGT ANS DE COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

par ANTONIO TATTI

Le 16 mars 1977, le Prof. Antonio Tatti, de l'Institut supérieur européen d'Etudes politiques de Reggio de Calabre, a tenu une brillante conférence, au siège de Rome de la Fondation Européenne Dragan. Nous en présentons un aperçu:

C'est en 1951 que naquit la première des Communautés, la *Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier*, qui soumettait à la Haute Communauté du charbon et de l'acier, l'économie des six premiers pays de la Communauté. L'économie de chaque pays était caractéristique. La C.E.C.A. avait son siège à Luxembourg. Parmi les pouvoirs, le plus particulier était celui d'imposer des taxes, c'est-à-dire de pouvoir lever des impôts. Taxe de 0,20% sur le chiffre d'affaires de la production sidérurgique et charbonnière des pays de la Communauté (qui existe toujours).

La C.E.C.A. n'avait pas encore tous les autres pouvoirs de l'Etat. Elle avait, cependant, localisé le sujet fiscal qui, en tant que tel, avait droit de cité.

Les sujets fiscaux étaient les producteurs de charbon et de matériel sidérurgique (fer, acier, charbon) et les pays étaient: *Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas*.

Le succès contribua à la création d'une deuxième communauté sectorielle: l'EURATOM, dont le but est de gérer l'ATOME, destiné à remplacer le charbon.

L'EURATOM fut placé à côté de la C.E.C.A.

Les six gouvernements décidèrent d'accroître leurs efforts à tous les autres secteurs: agriculture, transports, recherche scientifique, échanges culturels, déplacement facilité des personnes. C'est ainsi que fut créé le *Marché Commun Européen* caractérisé par: *liberté de circulation* des marchandises, des biens, des services, des capitaux et des personnes.

Ces libertés ont été graduellement réalisées, les unes un peu plus, les autres un peu moins.

En 1973, sont venus s'ajouter la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark, pour arriver à un total de 260 millions de personnes.

Les marchandises passent de l'un à l'autre des neuf pays sans frais de douane. A l'extérieur de ces neuf pays, il y a des marchandises provenant de l'étranger.

Maximum de liberté de circulation des mar-

chandises à l'intérieur et protection relative à l'extérieur. Protection qui n'a pour but ni l'austérité, ni la provincialisation.

L'objectif de l'unification est entièrement compatible tant avec l'Alliance atlantique qu'avec les rapports les plus étroits avec les U.S.A.

Les objectifs de cette Communauté doivent être complétés par la *politique agricole commune*. C'est la politique la plus «discutée», qui s'est le plus heurtée au comportement de chaque pays, parfois opposé.

En outre, coordination des politiques économiques, rapprochement des positions des Etats, dans les secteurs où cela serait nécessaire, par exemple, le *système fiscal* (qui influe sur la production, la consommation et les revenus). Il a été introduit une taxe commune sur la valeur ajoutée, T.V.A., dont l'adoption a été graduelle.

La politique agricole commune n'a PAS tenu compte suffisamment du consommateur (en plus de l'agriculteur).

L'agriculture des U.S.A. est plus forte parce qu'industrialisée: celle des pays en voie de développement est plus forte parce qu'extensive et nous sommes de gros consommateurs de ses produits (qui donnent un gain limité au producteur et de gros gains aux multinationales).

L'agriculture européenne est peu moderne et celle de l'Italie est la moins avancée des 9 pays. Dans l'agriculture américaine, hautement industrialisée, travaillent moins de 5 Américains sur 100; le produit est d'excellente qualité et d'une rentabilité élevée.

Les Neuf sont très exposés aux assauts des multinationales et à la concurrence des autres productions méditerranéennes concurrentielles pour nos productions les plus caractéristiques.

Ce *système constitutionnel* est formé de la *Commission du Marché Commun, du Conseil des Ministres des Communautés Européennes, de la Cour de Justice et du Parlement*.

Chacun de ces organismes correspond, grosso modo, aux homologues nationaux, à l'exception de quelques variantes qui concernent le Conseil des Ministres. C'est un organisme singulier, formé de représentants des gouvernements; ses compétences sont à mi-chemin entre un gouvernement qui décide et un Parlement



qui légifère.

Les décisions prises par le Conseil des Ministres, les règlements qu'il approuve, sont de véritables lois. Nous devrions donc le considérer comme une Chambre parlementaire et dire, comme il est formé de représentants des gouvernements, qu'il est une Chambre des Etats, comme l'est la Chambre des Etats en Amérique, le Bundestag de l'Allemagne fédérale, où tous les Etats sont considérés. Nous devons l'estimer, également, comme un véritable organe de gouvernement exécutif, car c'est ensuite lui qui prend les décisions, qui donne matériellement une certaine impulsion à cette Communauté. Ceci à partir du moment où le Parlement est exclusivement consultatif, sauf pour le pouvoir qui est de contrôle politique; c'est-à-dire qu'il peut exprimer sa non-confiance à l'égard de la

Commission des Communautés et la contraindre à se démettre. (Jusqu'à présent, il n'a jamais exercé ce pouvoir, mais a menacé deux fois de le faire). En outre, le Parlement a le pouvoir de contrôle sur une petite partie du bilan de la Communauté.

Le mécanisme communautaire doit donc s'améliorer au niveau de l'expression de la volonté des Etats.

La seule façon d'obtenir cette amélioration est de faire en sorte que la volonté nationale ne soit pas rapportée à la Communauté par les ministres, mais par le peuple, c'est-à-dire par le Parlement de l'Europe.

Le Parlement européen doit permettre l'expression d'une volonté qui n'est plus celle des gouvernements, mais celle des 181 millions d'électeurs de la Communauté.

LETTRÉ AUX ITALIENS

Quand un peuple dévoré par la soif de liberté a à sa tête des échantons qui lui en versent à satiété, au point de l'enivrer, il arrive, alors que si les gouvernants résistent aux requêtes des sujets toujours plus exigeants, on les taxe de tyrannie. Et il advient, de même, que celui qui se montre discipliné vis-à-vis de ses supérieurs, est défini comme un homme sans caractère, servile; que le père apeuré finisse par traiter son enfant comme son égal et ne plus être respecté; que le maître n'ose plus réprimander les écoliers et que ceux-ci se moquent de lui; que les jeunes prétendent les mêmes droits, la même considération que les personnes âgées et que ces derniers, pour ne pas paraître trop sévères, donnent raison aux jeunes.

Dans ce climat de liberté, et au nom de cette dernière, il n'y a plus aucun égard et de respect pour qui que ce soit.

Au milieu de tant de licence, il naît et croît une mauvaise herbe: la tyrannie.

PLATON
La République - livre VIII

Les marxistes contre Marx

L'HISTOIRE ET LA LANGUE DES «MOLDAVES»

par YVONNE DUVAL

La Russie n'a aucun droit sur la Bessarabie, qu'elle a volé en 1812! Ce n'est pas l'opinion d'un «dissident», d'un «ennemi du socialisme», d'une «victime de la propagande anticommuniste». C'est bien ce que pensaient et écrivaient Marx, Engels et Lénine! Mais la propagande officielle du Kremlin n'est pas du même avis.

L'Association «France-U.R.S.S.» a organisé à Grenoble une exposition dédiée à la plus petite des 15 républiques de l'Union soviétique: «La République Socialiste Soviétique de Moldavie». (Pour qui n'est pas au courant de l'histoire de l'U.R.S.S., nous précisons tout de suite qu'il s'agit du territoire roumain compris entre le Prout et le Dniestr, et occupé par les Russes en 1812 sans justification aucune, et qui est connu aussi sous le nom de «Bessarabie»).

On offre aux visiteurs de l'exposition une brève présentation de la situation géographique, économique et du climat, de la population et de sa langue, ainsi qu'un aperçu rapide de l'histoire de ce territoire. Ce texte informatif a pour titre: *La Moldavie d'aujourd'hui*.

Mais «Moldavie» est aussi le nom d'une principauté roumaine constituée au XIV^e siècle, et qui s'étendait entre les Carpathes (à l'Ouest) et le Dniestr (à l'Est), le fleuve Cerenus (au Nord) et la principauté de la Valachie (au Sud). Le territoire roumain que les Russes occupèrent arbitrairement en 1812 faisait partie de *cette* Moldavie. Les auteurs de la «Présentation» se gardent bien de fournir ce détail onomastique!

Le lecteur se demandera justement pourquoi les Soviétiques, en créant une république socialiste, l'ont baptisée «Moldavie» - le nom du *tout* donné à la *partie*. (Ils auraient pu choisir, par exemple, «Bessarabie»). Mais c'est bien clair! On suggère de cette manière que le reste de l'ancien territoire moldave, et qui fait partie de la Roumanie, devrait s'unir à la «République Socialiste Moldavie», en permettant aux exécuteurs testamentaires de Pierre le Grand d'engloutir un autre morceau de l'Europe.

Le texte offert aux visiteurs de l'exposition de Grenoble contient toute une série de mensonges profitables à la propagande impérialiste soviétique.

Nous signalons d'abord une absurdité linguistique destinée à justifier des fins politiques;

on affirme que la majorité des habitants de la république socialiste «est composée de *Moldaves*, (qui) parlent une langue romane (...), issue, comme le roumain, du latin qu'apportèrent en Dacie les soldats et les colons romains (...) au début du deuxième siècle de notre ère».

En réalité ces *Moldaves* sont des *Roumains* comme leurs frères habitant à l'ouest du Prout. *La langue qu'ils parlent n'est pas «issue, comme le roumain, du latin», mais c'est le roumain même!*

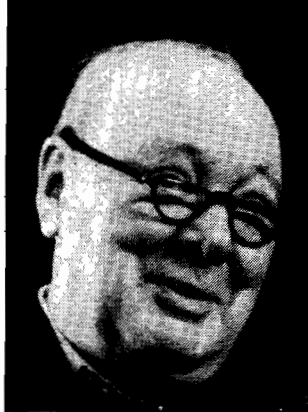
La grammaire et le vocabulaire de la soi-disante langue moldave coïncident avec ceux de la langue roumaine, à part quelques mots russes que l'administration soviétique a introduit par la force. Et on ne distingue pas par la prononciation un «Moldave soviétique» d'un Roumain né à l'ouest du Prout. Il est vrai que le «*moldave*» écrit ne ressemble pas au *roumain écrit*, mais c'est à cause de l'imposition, par les occupants russes, de l'alphabet cyrillique. Ceux qui s'efforcent de présenter le «moldave» comme une langue distincte du roumain espèrent que par ce mensonge ils justifieront la frontière actuelle sur le Prout, entre deux territoires roumains.

Dans la même présentation de Grenoble on dit: «Abandonnée par les Romains au III^e siècle, la Moldavie subit de terribles invasions; elle est longtemps disputée entre Turcs, Hongrois et Polonais. A la fin du XVIII^e siècle, le territoire de l'actuelle République Moldave était une province turque».

Aucun mot sur l'appartenance de ce territoire à la principauté roumaine appelée Moldavie et sur le fait qu'en 1711 le tsar Pierre le Grand avait garanti l'intégrité de cette principauté et le respect de ses frontières! Et puis la Moldavie n'a jamais été une province turque!

Ce qui est bizarre c'est que les dirigeants marxistes-léninistes de l'U.R.S.S. qui citent à tout propos les paroles de leurs prophètes Marx, Engels et Lénine, n'ont pas retenu ce que ceux-ci pensaient de l'annexion de la Bessarabie par la Russie des tsars en 1812: une action arbitraire, condamnable, un vrai rapt. La Bessarabie est une terre roumaine, et par conséquent elle doit redevenir libre et être administrée par les Roumains!

Relisez Marx, messieurs les marxistes!



Mirko Ardemagni

PROCES A CHURCHILL

Les commentateurs historiques sont désormais pratiquement unanimes pour estimer que le second conflit mondial a été le résultat direct de la mauvaise paix qui clôtura le premier.

Le champignon atomique menaçant qui s'éleva au-dessus de Hiroshima détruite en marqua la fin et son ascension dans le ciel sembla avertir que le temps du jeu de la guerre était désormais terminé pour les hommes, si l'humanité voulait encore survivre.

Deux superpuissances s'affrontent, depuis trente ans, sur un monde profondément transformé; chaude ou froide, la guerre continue à planer menaçante au-dessus de nos têtes.

Armes toujours plus sophistiquées et destructrices, produites à des rythmes intenses. La violence est perpétrée sous mille formes; le sang continue à baigner les terres; le centre de la vieille Europe est démembré de façon innaturelle et ses populations antiques et nobles vivent soumises à des formes de colonialisme qui ne sont plus en usage même en Asie et en Afrique.

Le voile de la paix n'est certainement pas encore descendu sur le monde et il devient spontané de se demander alors si la Seconde Guerre mondiale s'est effectivement terminée ou si plane sur nous l'horrible préparation d'un troisième conflit encore plus destructeur

et total.

Si les gouvernements des nations industrialisées, et avant tout les superpuissances, semblent avoir compris que personne ne pourra sortir vainqueur d'un nouveau conflit, on enregistre, en même temps, les signes que quelqu'un désire effectivement supprimer les causes de fond qui sont à la base de l'état de tension dans lequel nous vivons.

La vente des armes représente une grosse affaire et un des secteurs du commerce international les plus florissants. Toutes les nations industrialisées, la Chine y compris, y sont concernées.

Une des superpuissances en fait un instrument ouvert de sa politique étrangère.

L'autre en fait l'objet, avec les pays arabes, de contrats pour des sommes fabuleuses. Elle en fait un don généreux aux populations du tiers monde, parfois aux gouvernements locaux, mais, le plus souvent aux groupes révolutionnaires dissidents, en inscrivant la contre-valeur dans son bilan au poste «Aides au pays du tiers monde», démontrant ainsi la plus grande générosité de la démocratie socialiste à l'égard des peuples nécessiteux et sous-développés.

L'O.T.A.N. estime, qu'il existe, actuellement dans le monde, une accumulation d'un potentiel explosif que l'on peut évaluer à 50 milliards de tonnes de T.N.T.

C'est-à-dire que l'on dispose, pour la destruction de chaque être humain sur la terre, d'une puissance explosive de 11 tonnes de T.N.T.!

Les conférences SALT de Vienne sur le désarmement se poursuivent depuis désormais plus de cinq ans, mais le monde continue à dépenser, chaque année, trois cent milliards de dollars pour son armée et son armement.

La Conférence de Helsinki, préparée avec une si grande peine par l'U.R.S.S., a été absolument néfaste pour la solution des problèmes de fond de la paix, car elle n'a servi qu'à confirmer la reconnaissance orientale sur les peuples de l'Europe de l'Est. Naturellement, l'opinion réelle de ces peuples sur les décisions prises par les trente-trois gouvernements réunis à Helsinki n'intéressait pas les participants et, encore moins, n'a influencé leur vote.

En réalité, nous nous sommes habitués à vivre au jour le jour, en versant des larmes de crocodile sur les foyers de guerre qui éclatent çà et là, intéressés uniquement à ce que l'incendie ne brûle et ne détruise que d'autres vies et d'autres maisons se trouvant à une distance de sécurité des nôtres.

Nous faisons semblant de ne pas nous apercevoir de la masse explosive qui se trouve sous nos pieds et nous nous contentons seulement que la mèche qui l'amorce brûle le plus lentement pos-

sible.

Il convient de creuser et d'amener à ciel ouvert la masse explosive et la rendre définitivement inoffensive pour que se poursuive une paix durable qui engendre une véritable fraternité entre les peuples.

Faire éclater la vérité, détruire les montagnes artificielles de mensonges qui la cachent, oser contredire l'opinion courante préfabriquée et construite par une propagande intéressée, signifie courir le risque d'être «disqualifié» par ceux que l'on appelle les connaisseurs de la politique, d'être accusé de «fascisme», la vieille formule surannée avec laquelle on tente de détruire quiconque est «gênant», parce qu'il n'accepte pas les versions officielles de l'Histoire.

Il faut du courage pour oser ne pas être d'accord avec de telles versions et rechercher les vérités cachées du passé où les problèmes actuels enfoncez leurs racines.

Ce n'est qu'en ramenant à la lumière les origines des erreurs qu'il sera possi-

ble de les corriger, en rendant les peuples libres de choisir leurs équilibres et leurs destins et en ouvrant ainsi à l'humanité une ère de paix effective et universelle.

C'est dans la période historique de la Seconde Guerre mondiale que «Procès à Churchill» entend donner non pas un coup de pioche, mais enfoncer la bêche, car une couche épaisse de boue cache la vérité et il faut creuser pour s'en débarrasser.

L'histoire a toujours été construite par un nombre extrêmement restreint d'hommes.

Il n'y a guère plus de trente ans, à Yalta, le destin de l'Europe fut décidé par trois «Grands».

Des trois, un seul méritait effectivement ce qualificatif: Staline - un despote sans scrupules qui poursuivait le plan de conquête de l'Europe laissé en héritage par le tsar Pierre le Grand aux gouvernants du Kremlin.

Le représentant du peuple démocratique américain était un homme pratiquement fini, immobilisé sur un

fauteuil à roulettes. Il semble établi que sa tension sanguine était tellement élevée qu'il se trouvait dans l'impossibilité d'entendre et de vouloir.

L'empire britannique était représenté par l'homme qui devait en préparer la dissolution.

Son désir de gloire ne connaissait pas de limites ou d'obstacles. Pour le satisfaire il voulut jouer à la guerre, cédant ainsi à une manie qu'il manifestait déjà au cours de son enfance.

Et il y joua sans scrupules, en commettant des erreurs grandioses qu'un politicien même médiocre aurait entrevues et évitées, en fascinant son peuple avec un art si subtil qu'il laissa un vaste champ d'étude de psychologie des foules à ceux qui désireront analyser son influence extraordinaire sur les Anglais et les réactions insolites de ce peuple, habituellement si réservé et habitué au self-control.

La recherche d'une vérité historique ne peut être effectuée qu'avec une recherche sur les hommes qui ont été les protagonistes et les auteurs de l'Histoire.

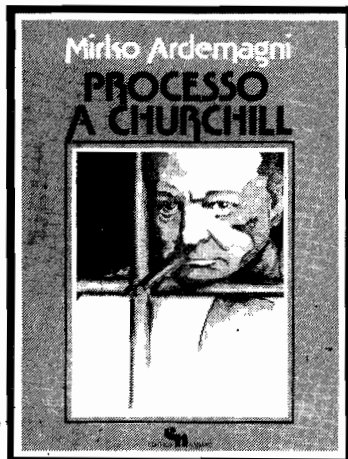
«Procès à Churchill» n'apporte pas d'éléments nouveaux aux motifs les plus connus de la critique anti-Churchill qui a été avancée déjà par divers historiens et de ce qui ressort des écrits de ceux qui collaborèrent avec lui et lui furent proches.

L'ouvrage d'Ardemagni offre cependant l'avantage de rassembler bon nombre de ces motifs de critique, de dépouiller l'homme du mythe, d'en saisir les contradictions démontrées par ses écrits propres et d'entamer devant le grand public des lecteurs un procès qui place sous accusation le responsable n° 1 de la situation européenne actuelle, celui qui transforma la guerre de 1939 en un conflit mondial.

«PROCESSO A CHURCHILL» de Mirko Ardemagni

**Editrice Nagard
Milan (Italie) 1977
Distribution:
Licosa - Florence
Via Lamarmora, 45**

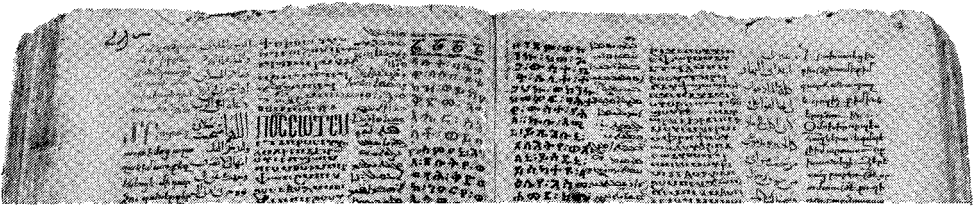
**Brochure - 200 pages
4 000 lire it.**



LE DECALOGUE DE LA PAIX

Le présent Essai sur l'enjeu de la Paix, ses facteurs et ses conditions n'appelle pas de conclusion particulière sinon que la Paix n'est pas seulement oeuvre de bonne volonté mais aussi de connaissances exactes et plus encore de réalisations multiples et appropriées. *La passion et la haine*, attisant l'agressivité naturelle de l'homme, *sont des germes de violences et de guerres*. A l'opposé, *la froide raison et l'amour*, canalisant et orientant l'agressivité de l'homme, *sont des graines de sérénité et de paix*. Lorsqu'on passe en revue les conditions nécessaires à la paix, on constate malheureusement que ces conditions sont multiples. Chacune des dix conditions rassemblées dans les chapitres qui précèdent constitue la poutre maîtresse d'un édifice jusqu'à présent non construit... et le drame est que si

une de ces poutres maîtresses manque, l'édifice ne pourra pas être construit... Depuis qu'il est, l'homme a fait la guerre à son semblable. Pourra-t-il être le maître de son destin dans la paix? Question d'autant plus angoissante que l'homme qui, d'ailleurs, ne maîtrise pas certains phénomènes naturels catastrophiques - témoin les événements du Pakistan Oriental d'octobre 1970 - dispose de moyens susceptibles à réaliser son suicide collectif. L'épée de Damoclès pèse de nos jours sur le genre humain. Ce dernier est-il capable, saura-t-il et pourra-t-il mettre en oeuvre tout à fois *ce décalogue* que je livre à la méditation des pacifistes, des hommes d'Etat et de tout citoyen conscient (et sur tous les continents à la fois) non seulement de ses droits mais aussi de ses devoirs.



Homme, si tu veux sincèrement la Paix
Sache d'abord et toujours que la Paix
Est d'abord oeuvre d'Amour et surtout de Raison
Et non oeuvre de Haine et encore moins de Passion.
Sache bien encore, qu'il te conviendra
En toutes circonstances de respecter ses Lois.
A savoir que tu auras
Et toujours en bonne foi:

1. Ton instruction sans cesse à développer,
2. Tous les échanges à favoriser,
3. Si besoin est, tes naissances à limiter,
4. Et toujours tes responsabilités à développer;
5. Ton socialisme à libéraliser,
6. Ton capitalisme à humaniser,
7. Les mutations de ta société à faciliter,
8. Les éthiques fédéralistes à réaliser;
9. A édifier une Société Internationale qui soit vraie,
10. Et à considérer que l'humanité est la patrie vraie.

Extrait du livre «De la Paix» de François Visine
Ed. «La Pensée Universelle» - Paris 1972

YALTA - 1945

Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est.

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta.



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

Appel pour la liberté	p. 1
Elections européennes de 1978:	
«Parlement européen et parlements nationaux»	» 4
Giuseppe Brusasca: Reflexions autour d'une table ronde	» 6
Documents du Conseil de l'Europe	» 7
Special B.E.	
Roberto Cestelli: Les exécuteurs testamentaires de Pierre le Grand	» 9
P.V. Vandoros: Vingt ans de marché commun	» 13
Antonio Tatti: Vingt ans de communauté européenne	» 14
Yvonne Duval: L'histoire et la langue des «Moldaves»	» 16
Mirko Ardemagni: Procès à Churchill	» 17
François Visine: Le décalogue de la paix	» 19

Directeur responsable: Dante Ferrari
DIRECTION et REDACTION:
Roma, Via Magnanapoli n. 11
Reg. Trib. Roma n. 2840 del 15/12/1951

ABONNEMENTS ANNUELS:
ordinaire F.F. 50
de soutien F.F. 250
(ou monnaie européenne équivalente)

Centro Stampa Butangas - Milano via Larga, 11